



Région académique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Maître d'ouvrage

Rectorat de région académique de Guadeloupe
Parc d'activités la Providence – ZAC de Dothémare
BP 480
97183 LES ABYMES CEDEX
Représenté par Monsieur le Recteur de région académique

Objet du marché

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relatif à la réalisation d'un espace de restauration et d'un Lab académique sur le site du rectorat à Dothémare Abymes

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Sous-traitants	4
1-3. Décomposition en tranches et en lots	4
1-4. Intervenants	4
<u>1-4.1. Maître d'ouvrage</u>	4
<u>1-4.2. Assistance à Maîtrise d'ouvrage</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>1-4.3. Le groupement d'entreprises du Marché global de performance</u>	5
<u>1-4.4. Formes des notifications</u>	6
1-5. Dispositions générales.....	7
<u>1-5.1. Indications relatives aux travaux</u>	7
<u>1-5.2. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail</u>	7
<u>1-5.4. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers</u>	8
<u>1-5.5. Assurance de responsabilité civile professionnelle</u>	8
<u>1-5.6. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"</u>	9
<u>1-5.7. Obligation de discrétion</u>	9
<u>1-5.8. Réalisation de prestations similaires</u>	9
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE	9
ARTICLE 4. AUTORITE - MOYEN - CONDITIONS D'EXECUTION.....	9
4-1. Autorité du coordonnateur SPS	9
4-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS	10
4-3. Conditions d'exécution.....	11
ARTICLE 5. PRIX - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX	13
5-1. Prix – Éléments de mission.....	13
<u>5-1.1. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.</u>	13
<u>5-1.2. Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :</u>	13
5-2. Règlement des comptes	14
<u>5-2.1. Modalités de paiement des avances acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires</u>	14
<u>5-2.2. Rythme de règlement</u>	14
5-3. Variation dans les prix	15
<u>5-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative et suivant les modalités fixées aux articles 5-3.3 et 5-3.4.</u>	15
<u>5-3.2. Mois d'établissement des prix du marché</u>	15
<u>5-3.3. Choix de l'index de référence</u>	15
<u>5-3.4. Modalités de révision des prix</u>	15
<u>5-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée</u>	16
ARTICLE 6. PENALITES	16
6-1. Pendant la phase de conception	16
6-2. Pendant la phase de réalisation	16

6-3. Autres pénalités.....	17
ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	17
7-1. Retenue de garantie.....	17
7-2. Avances.....	17
ARTICLE 8. RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	17
8-1. Réception des prestations.....	17
8-2. Achèvement de la mission.....	17
ARTICLE 9. CLAUSES TECHNIQUES.....	18
9-1. Principes généraux.....	18
9-2. Spécificités techniques de l'opération.....	18
9-3. Décomposition de la mission en phase de conception.....	18
<u>9-3.1.</u> Modalités pratiques de coopération.....	18
<u>9-3.2.</u> Registre Journal de la Coordination (RJC).....	18
<u>9-3.3.</u> Interférences avec les activités d'exploitation.....	19
<u>9-3.4.</u> Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPA).....	19
<u>9-3.5.</u> Accès au chantier.....	19
<u>9-3.6.</u> Dossier de maintenance des lieux de travail.....	19
<u>9-3.7.</u> Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).....	20
<u>9-3.8.</u> Mesures de sécurité du chantier.....	20
<u>9-3.9.</u> Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISST).....	20
<u>9-3.10.</u> Avis sur les documents d'étude.....	20
9-4. Décomposition de la mission en phase de réalisation.....	20
<u>9-4.1.</u> Coordination des activités.....	20
<u>9-4.2.</u> Application des mesures de coordination.....	21
<u>9-4.3.</u> Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPA).....	21
<u>9-4.4.</u> Registre Journal de la Coordination (RJC).....	21
<u>9-4.5.</u> Dossier de maintenance des lieux de travail.....	21
<u>9-4.6.</u> Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).....	21
<u>9-4.7.</u> Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISST).....	21
<u>9-4.8.</u> Accès au chantier.....	21
<u>9-4.9.</u> Interférences avec les activités d'exploitation.....	22
<u>9-4.10.</u> Avis sur les documents d'exécution des ouvrages.....	22
ARTICLE 10. RESILIATION.....	22
10-1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage.....	22
10-2. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier.....	22
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) en phases de conception et de réalisation pour l'opération de réalisation d'un espace de restauration et d'un Lab académique sur le site du Rectorat à Dothémare _ Les Abymes.

Le lieu d'exécution des prestations est le site du Rectorat à Dothémare _ Les Abymes.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Les prestations sont réparties en 2 phases, la première couvrant la **conception** et la seconde la **réalisation**.

1-2. Sous-traitants

Par dérogation à l'article 3.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG), le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la mission due au titre du présent marché.

1-3. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et en lots

1-4. Intervenants

1-4.1. Maître d'ouvrage

Le Rectorat de région académique de Guadeloupe est le maître d'ouvrage.

Rectorat de région académique de la Guadeloupe
Parc d'activités la Providence – Zac de Dothémare

BP 480
97183 LES ABYMES CEDEX
Tél : 0590478220
Email : immobilier@ac-guadeloupe.fr

1-4.2. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est représenté par le groupement composé comme ci après :

Architecte :

- ANONYM'ART : Tel : 0590 93 72 72 / Fax 0590 93 72 73
mail : h.rostal@anonymart.net
dessin@anonymart.net

Bureau d'études :

- GEC INGENIERIE : Tél 0590 82 06 94/ / Fax : 0590 91 72 74
mail : bet.gp@gec-ingenierie.fr

Il est chargé d'une mission comprenant :

• Les études d'avant projet (AVP) ;
• Les études de projet (PRO) ;
• L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
• Le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
• La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
• L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

1-4.3.Contrôle technique

La mission de contrôleur technique est assurée par :

- BUREAU VERITAS CONSTRUCTION : Tél 0590 21 27 95 / Fax : 0590 21 27 97

Mail : julien.abou@bureauveritas.com / johan.devarre@bureauveritas.com

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
- SEI : Sécurité des personnes dans les constructions ERP

Assortie des prestations complémentaires :

- PS : sécurité des personnes en cas de séismes
- HAND : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

1-4.4. Mission d'ingénierie acoustique

Une mission d'ingénierie acoustique est assurée par :

- AEC : Tél. 0590 57 01 20

Email : enneric.valmorin@aec-sarl.com

1-4.5. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3,1 du CCAG , les notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont réalisées dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut-être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites.

1-5. Dispositions générales

1-5.1. Indications relatives aux travaux

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 9 lots désignés ci-après qui sont traités par marché à lots séparés :

Désignation des lots	
Lot 1	Gros œuvre - Charpente
Lot 2	Couverture - Etanchéité
Lot 3	Menuiseries extérieures – Serrurerie
Lot 4	Menuiseries intérieures – Cloisons – Agencement
Lot 5	Revêtements de sols et murs
Lot 6a	Ventilation – Climatisation
Lot 6b	Plomberie
Lot 7	Electricité
Lot 8	Peinture intérieure et extérieure
Lot 9	VRD et aménagements extérieurs

1-5.2. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-5.4. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

1-5.5. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

1-5.6. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

1-5-7. Obligation de discrétion

Sans objet.

1-5.8. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A – Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le CCP et ses annexes éventuelles, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Plans architecte.

B – Pièces générales :

- Le CCAG applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;

ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'option **A** du CCAG.

ARTICLE 4. AUTORITE - MOYEN - CONDITIONS D'EXECUTION

4-1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures

de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent CCP est soumis au maître de l'ouvrage.

4-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'oeuvre pour ses différentes réunions.

B - Obligations du maître de l'ouvrage

⑩ Le maître de l'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

- * au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent CCP ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Ils tiennent à sa disposition leurs contrats ;
- * la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;

⑩ Le maître de l'ouvrage remet au coordonnateur SPS :

- * tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO), notamment :
 - * le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;

Le maître de l'ouvrage l'informe des réunions qu'il organise auxquelles le coordonnateur est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.

Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

C - Dispositions prises par le maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS tous les documents pour les approuver. Les CSPS donnera son avis sur :

- * Les documents d'étude relatifs au projet ;

- * l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - * tous les documents d'exécution des ouvrages ;
 - * les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
 - * l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - * la copie des déclarations d'accidents de travail ;
 - * par les différents cocontractants du maître de l'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
 - * par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- * Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :
- * de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.
Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
 - * de l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.
- * Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :
- * les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
 - * par l'entreprise, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS) ;

4-3. Conditions d'exécution

A compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG :

- * le titulaire propose au maître de l'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG ;
- * l'accord du maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du RPA. Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant ;
- * si le maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. À défaut ou si le maître de l'ouvrage récuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du CCAG.

Dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

Le coordonnateur SPS, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître de l'ouvrage.

Il établit pour cela un procès verbal dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître de l'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

À la fin de chaque mois, il remet au maître de l'ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission et notamment les dysfonctionnements constatés et les mesures en cours.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables à l'adresse suivante :

Base de vie du chantier

ARTICLE 5. PRIX - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

5-1. Prix – Éléments de mission

5-1.1. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission.

5-1.2. Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

Phase conception
<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture du RJC, transmission MOA et MOE - Prise de contact, présentation projet, transmission documents - Inspection des lieux, concertation avec gestionnaire - Analyses des risques liés aux interventions ultérieures et rapport - Analyses diagnostics et demandes de renseignements sur les réseaux
<p>Analyses des risques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rédaction du PGC, transmission MOA et MOE -Vérification de prise en compte des diagnostics et des demandes de renseignements sur les réseaux, -Vérification de prise en compte des risques liés aux interventions ultérieures et rapport -Analyse des variantes ayant une influence sur la sécurité -Compléments au RJC, transmission MOA et MOE -Passation des consignes avec le CSPS réalisation

Phase réalisation
<ul style="list-style-type: none"> - Inspections communes avec les entreprises - Harmonisation des PPSPS et transmission aux autres entreprises - Mises à jour et diffusions du PGC - Compléments au RJC, transmission MOA et MOE et entreprises - Compléments au DIUO et transmission au MOA
<ul style="list-style-type: none"> - Finalisation du DIUO et transmission au MOA - Avis sur documents d'exécution
<ul style="list-style-type: none"> - Interventions sur demandes du MOA pour le suivi des levées de réserves - Modifications et compléments si nécessaire au DIUO

5-2. Règlement des comptes

5-2.1. Modalités de paiement des avances acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail «Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du CSPS
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5-2.2. Rythme de règlement

En vue du règlement des sommes dues au titre du marché, le titulaire présentera des demandes d'acomptes après achèvement de chacun des éléments constitutifs de la mission tels qu'ils sont définis aux articles 5-1 ci-dessus et 3 de l'acte d'engagement.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs

n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du titulaire (art. R219-22 du CCP). Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage de l'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du MOA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Les prestations incluses dans l'élément R2 seront réglées sous forme d'acomptes proportionnels au montant des travaux effectués depuis le début du délai d'exécution du (premier) marché de travaux.

5-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

5-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative et suivant les modalités fixées aux articles 5-3.3 et 5-3.4.

Les indemnités d'attente et de dédit, les pénalités et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Les autres indemnités et les retenues ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

5-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

5-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING : Ingénierie.

Il est publié sur le site de l'Insee : <https://www.insee.fr>

5-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

5-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

ARTICLE 6. PENALITES

6-1. Pendant la phase de conception

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est pas tenu compte ni du jour de la date réelle de remise du document ni du jour de la date limite.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de non respect des délais prescrits à l'article 9-3 ci-après, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 50€.

6-2. Pendant la phase de réalisation

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est pas tenu compte ni du jour de la date réelle de remise du document ni du jour de la date limite.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de non respect des délais prescrits à l'article 9-4 ci-après, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 100 €.

6-3. Autres pénalités

Sans objet.

ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7-1. Retenue de garantie

Sans objet.

7-2. Avances

Sans objet.

ARTICLE 8. RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION

8-1. Réception des prestations

En application de l'article 29 et par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, la décision par le MOA de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis relatifs aux éléments de mission définis à l'article 5-1 du présent CCP, doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

Élément C1	Élément C2
15 jours	15 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le MOA du document ou avis à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans les délais ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 deuxième alinéa du CCAG (acceptation tacite.).

En cas de rejet ou d'ajournement, le MOA dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Pour les éléments de mission de la phase de réalisation, les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-2. Achèvement de la mission

La prestation du coordonnateur SPS s'achève :

- après la levée de la dernière réserve
- à la remise du DIUO définitif au MOA

Toutefois, l'arrêt d'exécution des prestations peut être décidé conformément aux dispositions de l'article 22 du CCAG après l'exécution de chaque élément de mission.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le MOA dans les conditions de l'article 29 du CCAG et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 9. CLAUSES TECHNIQUES

9-1. Principes généraux

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par les articles L.4531-1 et 2 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 4 du présent CCP.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

9-2. Spécificités techniques de l'opération

L'attention du coordonnateur SPS est attirée sur le fait que le site de l'opération est en activité permanente et accueille :

- ✎ les personnels du rectorat et ayant un véhicule ;
- ✎ les livraisons ;
- ✎ des visiteurs pour des demandes diverses ;

9-3. Décomposition de la mission en phase de conception

9-3.1. Modalités pratiques de coopération

Dans un délai de 6 jours à compter de la notification du marché, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Sur la base de ces propositions, le maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au présent marché.

9-3.2. Registre Journal de la Coordination (RJC)

Conformément aux articles R.4532-11 à 16 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur S.P.S. consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le mandataire du groupement d'entreprises tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- ✦ tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- ✦ tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur S.P.S. transmet au maître de l'ouvrage et au mandataire du groupement les compléments apportés au R.J.C. depuis le dernier envoi.

9-3.3. Interférences avec les activités d'exploitation

Les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 1° du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le coordonnateur SPS propose également au maître de l'ouvrage les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux :

- en matière de protection incendie

9-3.4. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Son cadre est défini par les articles R.4532-42 à 51 du Code du Travail.

Il porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à 5 relatifs aux Voies et Réseaux Divers (VRD) du chantier.

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGCSPS dès le début d'exécution de sa mission.

Dans un délai de 15 jours, il communique au maître de l'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention.

9-3.5. Accès au chantier

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

9-3.6. Dossier de maintenance des lieux de travail

Sans objet.

9-3.7. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 à 98 du Code du Travail.

Le DIUO, élaboré par le coordonnateur SPS, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Dans un délai de 15 jours après la réception du "Projet », le coordonnateur SPS communique le DIUO au maître de l'ouvrage.

9-3.8. Mesures de sécurité du chantier

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

9-3.9. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

9-3.10. Avis sur les documents d'étude

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 5 jours, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître de l'ouvrage.

9-4. Décomposition de la mission en phase de réalisation

9-4.1. Coordination des activités

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

À cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

9-4.2. Application des mesures de coordination

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies.

9-4.3. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) au fur et à mesure de leur élaboration et en avise immédiatement le maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

9-4.4. Registre Journal de la Coordination (RJC)

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément aux articles R.4532-38 à 41 du Code du Travail.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

9-4.5. Dossier de maintenance des lieux de travail

Sans objet.

9-4.6. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jours à partir de la remise, par le maître de l'ouvrage, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

En cas de réceptions partielles, le maître de l'ouvrage peut demander un DIUO partiel qui doit lui être remis dans un délai de 10 jours.

9-4.7. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

9-4.8. Accès au chantier

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier conformément à l'article R.4532-16 du Code du Travail.

9-4.9. Interférences avec les activités d'exploitation

Les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R.4532-14 1° du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les adaptations, à soumettre à l'autorité compétente, des conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage.

9-4.10. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Le coordonnateur SPS s'assure, en concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets pendant la période de préparation de chantier.

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître de l'ouvrage sur tout document d'exécution.

ARTICLE 10. RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 40 inclus du CCAG, avec les précisions suivantes :

10-1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 40 du CCAG est fixé à 1 %.

10-2. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le MOA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux R2143-6 à R2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut,

après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCP 1-2 déroge à l'article 3.2 du CCAG

CCP 2 déroge à l'article 4-1 du CCAG

CCP 4-3 déroge à l'article 3-4.3 du CCAG

CCP 6-1 déroge à l'article 14.1 du CCAG

CCP 6-2 déroge à l'article 14.1 du CCAG

CCP 8-1 déroge à l'article 28.2 du CCAG

CCP 10.2 déroge à l'article 39.2 du CCAG

b) Normes françaises homologuées

c) **Autres normes**